

LES FRANÇAIS ET LES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Émilie Agnoux, Johan Theuret

09/02/2026

À l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, quelles sont les perceptions et attentes des citoyens vis-à-vis des services publics au niveau local ? Émilie Agnoux et Johan Theuret, co-fondatrice et co-fondateur du Sens du service public et experts associés à la Fondation, présentent dans cette note les enseignements de cette enquête réalisée par OpinionWay et menée en partenariat avec le Sens du service public, la Casden et la Fondation Jean-Jaurès.

[Les résultats de l'enquête](#)

Introduction

Les élections municipales et communautaires auront lieu les 15 et 22 mars 2026. Il s'agit d'échéances importantes car elles touchent au quotidien des Françaises et des Français et, en particulier, à l'avenir des services publics locaux.

Il y a un an, nous sondions [les inégalités d'accès aux services publics et l'impact sur le vote](#). Aujourd'hui, cette nouvelle enquête, qui porte sur les services publics locaux, dévoile **des résultats à rebours d'un certain nombre de préjugés de notre débat public**.

Les Français expriment **une satisfaction globale envers les services publics locaux** (plus de sept répondants sur dix). **Les répondants se retrouvent à la fois sur les constats** (manque de moyens des services publics locaux, absence de rejet de l'intercommunalité, bonne compréhension de la répartition des compétences...) **et sur les solutions possibles pour améliorer les services publics locaux** (réhumanisation, relocalisation, mutualisation, information...). **Ils attendent avant tout des services publics locaux plus proches, plus humains, personnalisés et adaptés à leurs contraintes**, signe que la relation et la qualité du contact comptent autant que l'efficacité, voire sont la condition de l'efficacité de l'action publique.

Face aux discours de stigmatisation largement répandus dans notre pays, **près de sept Français sur dix trouvent que les services publics et les agents publics sont dévalorisés dans le débat public**. Cette confiance largement partagée, malgré des sensibilités partisans parfois divergentes, notamment une insatisfaction plus marquée chez les sympathisants du Rassemblement national (RN), se manifeste également à travers **l'expression d'un sens civique** (engagement bénévole pour sa commune, appétence pour la démocratie participative), signe d'un attachement concret au territoire et à la solidarité locale. Loin des clichés qui en sont véhiculés, les jeunes se déclarent prêts à s'investir, pour peu qu'on leur en offre le cadre, les conditions et les clés de compréhension.

De manière paradoxale, **les Françaises et les Français formulent pour les prochaines échéances des attentes prioritaires en matière de santé et de sécurité, qui relèvent davantage des compétences de l'État que de l'échelon strictement local**.

Mais au-delà de ces domaines, vastes et transversaux, **d'autres besoins plus sectoriels émergent et de nouvelles problématiques méritent d'être prises en charge** (aide aux aidants, alimentation, logement, transport...), même si la hiérarchie des priorités peut varier en fonction des besoins et des proximités partisans de chacun.

Ces attentes plus concrètes esquissent une approche plus extensive de la sécurité (physique, financière, sociale, alimentaire, sanitaire, environnementale...). Elles témoignent d'une demande de protection, de solidarité, de sécurisation des parcours et des existences, d'amélioration des conditions matérielles et du pouvoir d'achat.

L'enjeu pour ces échéances à venir est en définitive de parvenir à construire du commun à partir de ces enseignements contrastés, qui révèlent aussi certaines contradictions dans les attentes citoyennes.

Cette note propose une mise en perspective pour comprendre les perceptions et les projections. Au travers **des résultats de ce sondage**, **les Françaises et les Français plébiscitent globalement les services publics locaux, tout en exprimant des attentes fortes** sur des domaines relevant de l'État et en réclamant avant tout **plus de proximité, de présence humaine et de simplicité dans la relation avec les usagers**. Au-delà des clivages politiques, l'enquête révèle **un solide esprit civique, un engagement citoyen bien réel et de larges points de consensus autour du rôle et de l'avenir du service public**.

Cette enquête constitue un outil précieux pour identifier ce qui rassemble les Françaises et les

Français, réorienter l'action publique et retisser un lien abîmé, mais toujours désiré, avec les institutions.

Présentation méthodologique de l'étude

L'étude « Les Français et les services publics locaux » réalisée pour le Sens du service public, la Casden et la Fondation Jean-Jaurès est destinée à comprendre et analyser le rapport des Français aux services publics proposés sur leur territoire. Elle a été réalisée auprès d'un échantillon de 2000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Les interviews ont été réalisées par questionnaire autoadministré en ligne sur système CAWI (*Computer Assisted Web Interview*) du 7 au 12 janvier 2026.

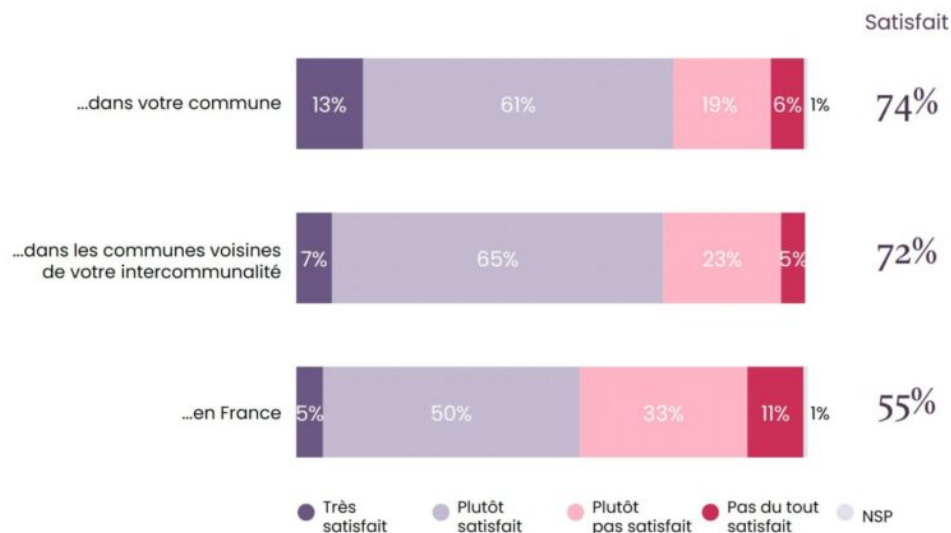
Une satisfaction générale à l'égard des services publics locaux, des attentes prioritaires relevant principalement des compétences de l'État

Des perceptions globalement partagées, avec des variations géographiques, en particulier dans les communes rurales



La satisfaction vis-à-vis de la qualité des services publics locaux

Q. Aujourd'hui, êtes-vous satisfait ou pas satisfait de la qualité des services publics locaux... ?



opinionway

POUR



Sens du service public

casden

Fondation Jean Jaurès

Plus la proximité avec les services publics locaux est forte, plus la satisfaction apparaît élevée. À l'inverse, le degré de satisfaction décroît à mesure que l'appréciation s'éloigne des services publics en proximité immédiate. Ainsi, **74% des sondés expriment une satisfaction à l'égard des services publics locaux dans leur commune et 72% quand il s'agit des communes de l'intercommunalité.**

Pour autant, ce n'est le cas que pour 55% des répondants quand ils sont interrogés sur la qualité des services publics locaux en France, comme s'il y avait **une décorrélation entre l'expérience personnelle de l'utilisateur et l'opinion générale du citoyen.**

La répartition géographique régionale des résultats tend néanmoins à faire apparaître une corrélation possible dans le degré de satisfaction à l'égard des services publics locaux entre les différentes échelles communale, intercommunale, nationale, comme si la perception locale influait sur la perception nationale, ou inversement.

Les habitants des communes rurales apparaissent moins satisfaits que les autres (68% de satisfaction à l'échelle communale et 48% à l'échelle de la France). En parallèle, **les répondants résidant dans une commune rurale déclarent davantage que les services publics locaux manquent de moyens** (à hauteur de 77%, contre 73% en moyenne pour les autres répondants), sont moins nombreux à considérer que l'intercommunalité permet de mieux répondre aux besoins des

habitants (à hauteur de 59%, contre 64% en moyenne) et à affirmer qu'ils bénéficient directement ou indirectement des services publics locaux (à hauteur de 55%, contre 63% en moyenne). Notons que le taux d'approbation remonte à 68% dans les villes de 2000 habitants à 19 999 habitants quand il s'agit d'apprécier la capacité de l'intercommunalité à mieux répondre aux besoins des habitants.

Pour autant, l'agglomération parisienne révèle aussi des difficultés dans l'accès aux services publics, qu'il s'agisse de faire valoir ses droits (49% des sondés y résidant, contre 42% en moyenne) ou d'être informés des services publics locaux existants (41%, contre 48% en moyenne).

S'agissant des priorités pour les prochaines élections municipales, **les différences territoriales sont relativement peu marquées dans la hiérarchie des priorités, hormis en matière de santé**, classée en priorité numéro un dans les communes rurales et les villes de moins de 20 000 habitants, tandis qu'au-delà de ce seuil, la sécurité supplante légèrement (agglomération parisienne, villes de 20 000 à 99 999 habitants), ou fortement (métropoles de plus de 100 000 habitants), la santé.

Un attachement à l'échelle communale qui n'est pas incompatible avec une demande d'intervention de l'État



La perception des rôles et moyens associés aux communes

Q. Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes concernant les services publics dans votre commune et les communes voisines de votre intercommunalité ?



69% des personnes interrogées jugent que l'État délègue trop de missions aux communes et

intercommunalités alors qu'elles ne relèvent pas de leurs compétences (la santé, la sécurité, l'accès aux services de l'État...). C'est davantage le cas chez les CSP- (71%) que chez les CSP+ (64%).

Se dessinent en creux à la fois une perception partagée des dysfonctionnements de l'État, ainsi qu'un désir d'intervention renforcée de sa part, quelle que soit la zone géographique concernée, mais avec une déception, ou des attentes, renforcées dans les communes rurales et les villes de moins de 20 000 habitants (72%, contre 69% dans les villes de 20 000 à 99 999 habitants, 66% pour les métropoles de plus de 100 000 habitants et 65% pour l'agglomération parisienne).

Contrairement à certaines idées reçues, les Français établissent une répartition claire et relativement fidèle à la réalité du rôle attendu de chaque collectivité pour chacun des grands domaines d'action publique. Pour autant, deux Français sur dix ont indiqué ne pas savoir ou n'ont pas répondu pour chacun des items proposés. Ils attribuent en priorité aux communes et intercommunalités les domaines du quotidien les plus concrets comme la gestion des déchets (56% l'attribuent aux communes ou aux intercommunalités), la garde d'enfants (55%), l'eau (50%), l'urbanisme (48%), le sport (43%), le soutien aux associations (42%) ou encore le logement (42%). L'État se voit quant à lui chargé des enjeux plus généraux comme la justice (62%), la santé (47%), la sécurité (41%) ou l'éducation (41%).

Pour autant, **l'État n'est pas uniquement identifié et attendu sur ses seules compétences dites régaliennes, mais aussi sur d'autres compétences**, à l'image de l'environnement et de la lutte contre les aléas climatiques (35%). En mars prochain, au moment de choisir une liste à élire pour le prochain mandat municipal, **deux domaines feront la différence : la sécurité (43%) et la santé (40%)**. Si les autres domaines apparaissent comme secondaires, une hiérarchie assez nette s'établit avec une certaine importance donnée aux transports (22%), à l'environnement (21%), au logement (20%), à l'éducation (18%) ou encore au développement économique (16%). Autant de domaines d'action (à l'exception des transports et du logement) **que les Français estiment être avant tout de la responsabilité de l'État**, ce qui n'est pas sans relever d'une certaine contradiction, avec laquelle les acteurs locaux doivent pourtant composer.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une proximité physique et une réhumanisation des services publics locaux prioritairement attendues pour améliorer le fonctionnement des services publics locaux

Une attente forte de proximité, de présence physique et de regroupement vis-à-vis des services publics locaux



Les mesures prioritaires pour l'amélioration du fonctionnement des services publics locaux

Q. Selon vous, quelles devraient être les mesures prioritaires pour améliorer le fonctionnement des services publics locaux ?

Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100%



Sur 13 propositions d'amélioration, le regroupement en un seul et même lieu des services publics constitue la première piste d'amélioration attendue (40% des Français). Les plus de 65 ans expriment une demande renforcée (49%) vis-à-vis de cette mesure, tandis que les 18-24 ans ne la jugent prioritaire que pour 27% d'entre eux.

L'attente de regroupement des services publics locaux s'exprime aussi par le soutien à la mutualisation entre communes : 23% des Français sont favorables à la fusion de communes pour disposer de moyens supplémentaires.

Cette attente forte de proximité se manifeste aussi par l'attente de 29% des Français qui souhaitent plus d'assistance humaine pour être écoutés et accompagnés individuellement (31%

pour les plus de 65 ans), **de 25% des Français qui préconisent d'ouvrir de nouveaux guichets de proximité** (30% pour les 50-64 ans et 26% pour les 65 ans et plus) **et de 16% des Français qui sont en attente d'un développement de services publics itinérants** (17% pour les plus de 65 ans).

Si cette attente de proximité est plus forte chez les seniors, elle est aussi plus marquée chez les femmes que chez les hommes. 33% des femmes (contre 25% des hommes) souhaitent plus d'accompagnement humain et 28% des femmes (contre 22% des hommes) veulent qu'on ouvre de nouveaux guichets.

Il y a une attente plus significative de revoir les horaires d'accueil dans les tranches d'âge actives que chez les seniors (30% des 25-34 ans, 28% des 35-49 ans, contre 16% pour les plus de 65 ans). Ce sont également ces mêmes tranches d'âge qui expriment le plus avoir des difficultés à accéder aux services publics locaux (50% des 25-34 ans, 45% des 35-49 ans, 43% des 50-64 ans, contre 32% des 65 ans et plus). Là encore, une différence entre les femmes et les hommes apparaît, puisque 26% d'entre elles souhaitent une adaptation des horaires contre 20% d'entre eux.

À travers ces chiffres, **les Français, en particulier les actifs et les femmes, expriment un besoin d'une meilleure adaptation des horaires d'accueil des services publics afin de mieux concilier leurs contraintes de vie personnelle et professionnelle.**

Quant aux jeunes, la première attente des 18-24 ans est d'être mieux informés sur le fonctionnement des services publics locaux proposés (35% contre 26% pour les Français). Cette demande coïncide avec la perception qu'ils ont des services publics locaux, puisqu'ils sont seulement 42% à être suffisamment informés des services publics locaux existants (contre 48% en moyenne pour les Français), 42% à savoir à quoi servent leurs impôts au travers des services publics locaux (contre 47% en moyenne pour les Français), et 51% à avoir des difficultés à faire valoir leurs droits auprès des services publics locaux (contre 42% en moyenne des Français).

Les Français, quel que soit leur âge, confirment, une nouvelle fois, que le développement de la numérisation des démarches administratives n'est pas une priorité pour améliorer le fonctionnement des services publics locaux

En effet, **seulement 21% l'estiment comme une mesure prioritaire**. Seulement moins d'un cinquième (19%) des 18-24 ans et des 65 ans et plus la perçoivent comme une mesure d'amélioration. Les CSP- la considèrent beaucoup moins que les CSP+ comme une piste

d'amélioration de fonctionnement (19% pour les CSP- contre 24% pour les CSP+).

Ce sont par ailleurs les plus jeunes qui demandent le plus d'accompagnement numérique pour être aidés dans les démarches en ligne (15% pour les 18-24 ans et 13% pour les 25-34 ans), contre 9% pour les 65 ans et plus et 10% des Français en moyenne.

La généralisation de l'utilisation de l'intelligence artificielle n'est, quant à elle, pas perçue comme une solution prioritaire (4% des Français).

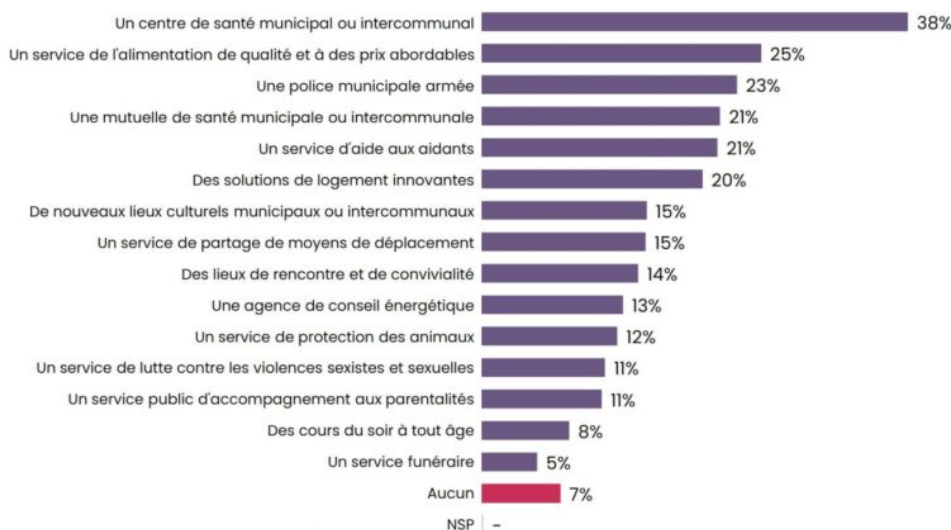
La demande de création de nouveaux services publics locaux semble directement corrélée aux besoins personnels des usagers ainsi qu'aux carences vécues dans l'offre actuelle



Les priorités dans la création de nouveaux services publics locaux

Q. Si vous pouviez disposer de nouveaux services publics dans votre commune ou intercommunalité, lesquels choisiriez-vous ?

Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100%



Les besoins varient significativement selon les périodes de vie, les attentes d'un public jeune différant sensiblement de celles des personnes plus âgées, ce qui implique une approche différenciée à l'égard des priorités dans la création de nouveaux services publics locaux. Ainsi, **plus les Français sont exposés à un risque ou ont un besoin lié à l'âge ou à leur parcours de vie, plus ils sont en attente de création de nouveaux services publics locaux.**

Les plus âgés tendent ainsi à privilégier les services de santé. 48% des 65 ans et plus veulent un centre de santé municipal contre 20% des 18-24 ans (38% pour les Français en moyenne). 44% des 65 ans et plus estiment que le sujet de la santé doit figurer en priorité dans les programmes des candidats aux prochaines élections municipales, tandis que 34% des 18-24 ans le pensent. De la même manière, **31% des 65 ans et plus veulent une mutuelle de santé municipale** contre 10% pour les 18-24 ans (21% pour les Français). Ils sont aussi plus nombreux à souhaiter un service d'aide aux aidants, à hauteur de 23% des 65 ans et plus, contre 16% des 18-24 ans (21% des Français en moyenne).

Sans surprise, **les 25-34 ans se montrent plus sensibles à la mise en place d'un service public d'accompagnement aux parentalités** (15% d'entre eux, contre 8% pour les 65 ans et plus et 11% des Français en moyenne).

Les plus jeunes expriment quant à eux une attente plus prononcée pour des solutions de logement innovantes (27% des 18-24 ans contre 16% des 65 ans et plus). Logiquement, 25% des 18-24 ans estiment que le sujet du logement doit figurer en priorité dans les programmes des candidats aux prochaines élections municipales, quand ce n'est le cas que de 16% des 65 ans et plus (20% des Français en moyenne).

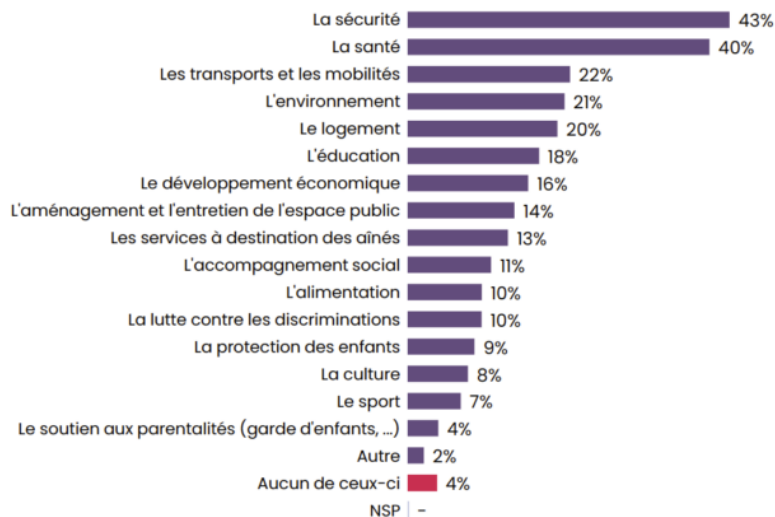
La priorité donnée à la sécurité tend également à croître avec l'âge. Ainsi, 48% des 50 ans et plus estiment que le sujet de la sécurité doit figurer en priorité dans les programmes des candidats aux prochaines élections municipales, tandis que 36% des 18-24 ans le pensent.



Les domaines prioritaires pour les prochaines élections municipales

Q. Parmi les domaines suivants, lesquels souhaiteriez-vous voir figurer en priorité dans les programmes des candidats lors des prochaines élections municipales ?

Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100%



Alors que la sécurité constitue pour 43% des Français un domaine devant figurer en priorité dans les programmes des candidats aux prochaines élections municipales, **la création d'une police municipale armée n'est considérée comme une priorité que pour 23% des Français** (27% pour les 50-64 ans, 25% pour les 65 ans et plus, et seulement 16% pour les 18-24 ans), tendant à suggérer que les attentes en matière de sécurité peuvent se décliner opérationnellement par le recours à différents modes d'action publique. 29% des Français des villes de plus de 100 000 habitants sont favorables à une police municipale armée alors qu'ils ne sont que 19% dans les communes de 2000 à 19 999 habitants.

Des manifestations tangibles de l'esprit de civisme et d'engagement citoyen des Françaises et des Français

Quatre Français sur dix soutiennent le rétablissement de la taxe d'habitation

Contrairement aux idées reçues, les Français ne rejettent pas massivement le principe d'une **restauration d'une contribution fiscale**. Alors que nous aurions pu anticiper un rejet significatif, *a fortiori* en sondant le rétablissement d'un impôt supprimé, **39% des Français seraient favorables à**

un retour de la taxe d'habitation pour permettre l'amélioration des services publics locaux. Si cette mesure rencontre l'opposition ferme de 29% des interviewés qui y sont tout à fait opposés (61% d'opposants au total), il n'en demeure pas moins que presque quatre Français sur dix soutiennent son rétablissement en contrepartie d'une amélioration du fonctionnement des services publics locaux.

Indépendamment du positionnement partisan, c'est au moins plus d'un tiers des Français qui soutient le rétablissement de la taxe d'habitation : si les sympathisants de gauche sont sans surprise les plus favorables à cette mesure (de 43% chez ceux des Insoumis à 52% chez ceux des Écologistes), **les proches des partis du centre et de droite n'y sont pas tous opposés** – 38% chez les sympathisants des Républicains et 39% pour ceux de la majorité présidentielle –, alors même que la suppression de la taxe d'habitation a constitué la mesure phare de l'élection d'Emmanuel Macron en 2017. À noter, ce sont les sympathisants du Rassemblement national qui sont les plus rétifs concernant cette mesure (31%).

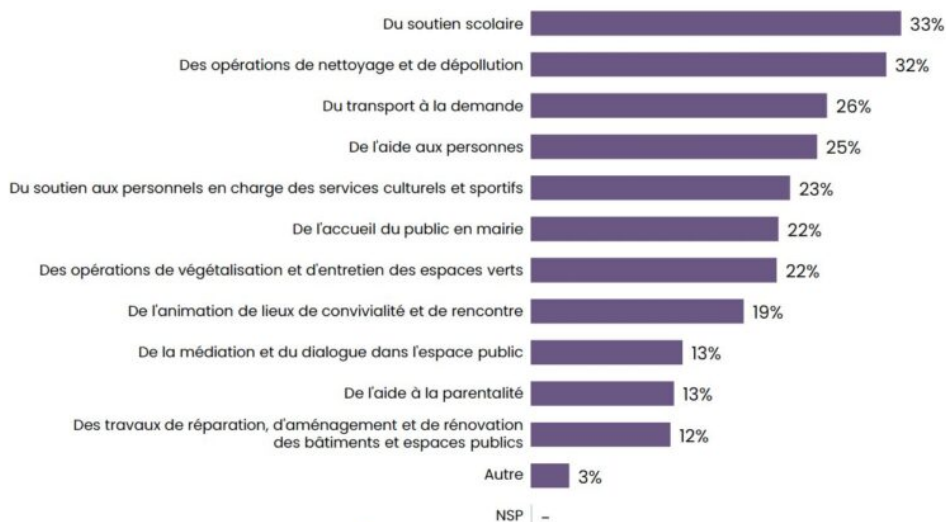
Cette opposition relative au rétablissement de la taxe d'habitation peut être mise en balance avec le fait que 73% des Français considèrent que les services publics locaux n'ont pas assez de moyens par rapport aux besoins de la population. Cette perception est très prononcée par les sympathisants de gauche (89% pour ceux des Écologistes, 82% pour ceux du Parti socialiste), elle demeure majoritaire chez les partisans de la majorité présidentielle (51%) et élevée pour ceux des Républicains (68%) et du Rassemblement national (75%).

Plus d'un Français sur deux serait prêt à participer à des missions d'intérêt général

Les types de missions d'intérêt général envisagés

Q. A quel type de mission d'intérêt général seriez-vous prêt à participer au sein de votre commune ?

Question posée uniquement aux personnes interrogées qui sont prêtes à participer à des missions d'intérêt général, soit 54% de l'échantillon. Plusieurs réponses possibles - Total supérieur à 100%



opinionway

POUR

le

Sens du service public

casden

BRASSE POPULAIRE

Fondation

Jean Jaurès

Ils seraient en premier lieu intéressés par des missions de soutien scolaire (33%) ou de nettoyage et de dépollution (32%). Les missions citées dans un deuxième temps correspondent à des services à la personne : transport à la demande (26%) et de l'aide aux personnes (25%). On retrouve ensuite un troisième groupe de missions de soutien aux personnels municipaux : soutien aux personnels des services culturels et sportifs (23%), accueil en mairie (22%), entretien des espaces verts (22%) et animation de lieux de rencontre (19%). Enfin, trois types de missions intéressent moins : la médiation dans l'espace public (13%), l'aide à la parentalité (13%) ou encore les travaux dans les bâtiments et espaces publics (12%).

Les types de missions d'intérêt général auxquelles les Français seraient prêts à participer dans leur commune révèlent des différences de genre, qui rappellent les répartitions genrées ancrées dans la société : 37% des femmes pour le soutien scolaire contre 29% pour les hommes ; 29% des femmes pour l'aide à la personne contre 21% pour les hommes ; 18% des femmes pour l'aide à la parentalité contre 7% des hommes ; 17% des hommes pour les travaux de réparation et de rénovation contre 8% des femmes.

Les jeunes sont loin d'être en reste. La tranche des 18-24 ans apparaît la plus disposée de toutes à participer dans un grand nombre de domaines, notamment en matière de soutien scolaire ou d'aide aux personnes. On observe par ailleurs chez les 25-34 ans une disponibilité très significative pour participer à des missions d'intérêt général liées à l'environnement, avec 45% d'entre eux prêts

à participer à des opérations de nettoyage et de dépollution (contre 32% des Français en moyenne).

Près de huit Français sur dix souhaitent le développement des dispositifs de démocratie participative

À l'approche des élections municipales, quelle que soit la taille de la commune, **le développement de nouveaux dispositifs locaux de démocratie participative intéresse près de quatre Français sur cinq (79%)**. Les initiatives de démocratie participative sont plébiscitées par les électeurs de gauche (entre 87% des proches de La France insoumise et 91% des socialistes et écologistes) mais intéressent également de nombreux proches du Rassemblement national (81%). Là encore, **les 18-24 ans expriment très nettement et davantage que les autres tranches d'âge leur souhait d'un renforcement de la démocratie participative (85% contre 79% des Français en moyenne)**.

Si des divergences partisans apparaissent, de nombreux sujets semblent néanmoins faire consensus

Des sympathisants RN plus insatisfaits que les autres : un sympathisant sur deux estime bénéficier directement ou indirectement des services publics locaux

Si le niveau de satisfaction liée à la qualité services publics locaux dans sa commune ou son intercommunalité est partagé quelle que soit la proximité partisane, avec tout de même un pic chez les soutiens du camp présidentiel (respectivement 83% et 85%), on observe, en revanche, de grandes disparités en ce qui concerne le regard porté sur la qualité des services locaux en France de manière générale. Les sympathisants des partis de l'alliance présidentielle sont les plus positifs (78%), devant ceux des Écologistes (69%). Les proches des autres grandes forces politiques sont en ligne avec la moyenne des Français. Mais du côté des sympathisants du Rassemblement national, seule une minorité s'en déclare satisfaite (46%). Les sondés ne déclarant aucune préférence partisane se situent quant à eux dans la moyenne des répondants.

Les sympathisants du RN apparaissent comme étant les plus critiques : ils sont **seulement 52% à considérer bénéficier directement ou indirectement des services publics locaux** (la moyenne des Français est à 63%), **65% à considérer que les services publics locaux ne sont pas assez efficaces** (la moyenne des Français est à 55%), **36% à indiquer savoir à quoi servent leurs impôts à travers les services publics locaux** (la moyenne des Français est à 47%). Dans une moindre

mesure, ils sont **47% à avoir des difficultés à faire valoir leurs droits auprès des services publics locaux** (la moyenne est à 42%), **45% à être suffisamment informés des services publics locaux existants** (la moyenne est à 48%), **74% à considérer que l'État délègue trop de missions aux communes et intercommunalités** qui ne relèvent pas de leurs compétences (la moyenne est à 69%) et **45% à rencontrer des difficultés à accéder aux services publics locaux** (la moyenne est à 41%).

Les sympathisants du RN tendent à se distinguer par une appétence plus forte en faveur d'une gestion en proximité, puisque, à la question de savoir qui devrait gérer prioritairement un certain nombre de politiques publiques, les résultats donnés par les sympathisants du RN sont systématiquement plus élevés que la moyenne, et régulièrement les plus élevés, quand il s'agit de les confier à l'échelle communale.

Des convergences en matière de diagnostic et de solutions : 73% des Français considèrent que les services publics locaux n'ont pas assez de moyens par rapport aux besoins de la population

Pour autant, quelle que soit la proximité partisane, **un consensus semble se dégager sur le fait que les services publics manquent de moyens** : 79% chez les sympathisants de La France insoumise, 82% chez ceux du Parti socialiste, 89% chez ceux des Écologistes, 68% chez ceux des Républicains, 75% chez ceux du Rassemblement national, 73% chez ceux n'ayant pas de proximité partisane et même plus d'un répondant sur deux chez les sympathisants de la majorité présidentielle. **Le même constat est également valable quand on sonde les Français pour savoir si l'État délègue trop de missions aux communes et intercommunalités** qui ne relèvent pas de leurs compétences, ou même sur l'intercommunalité pour mieux répondre aux besoins des habitants par rapport à la seule intervention de la commune.

Le sondage révèle également des convergences possibles sur les solutions à apporter à des problématiques émergentes. **Tandis que des divergences notables apparaissent quand il s'agit de l'armement de la police municipale** (41% des sympathisants RN et 39% des sympathisants Les Républicains y sont favorables contre 25% de ceux de la majorité présidentielle, 9% des écologistes, 12% des socialistes, 12% de La France insoumise et 18% de ceux qui n'ont pas de préférence partisane), **des variations moins importantes sont identifiées quand il s'agit par exemple de la création de nouveaux services publics locaux comme un centre de santé municipal ou intercommunal** (hormis une plus forte adhésion des sympathisants du PS), **un service de l'alimentation de qualité et à des prix abordables** (hormis une plus forte adhésion des sympathisants de La France insoumise), une mutuelle de santé municipale ou intercommunale, un

service d'aide aux aidants, ou encore des lieux de rencontre et de convivialité.

Si les résultats font apparaître certaines préférences partisanes quant aux domaines prioritaires pour les prochaines municipales, notamment en matière de sécurité, d'environnement, de développement économique, d'accompagnement social, de lutte contre les discriminations ou encore de culture, **d'autres domaines semblent moins marqués politiquement** (santé, transports, éducation, services aux aînés...).

Y compris lorsqu'il s'agit de participer bénévolement à des missions d'intérêt général dans la commune, une majorité de sondés se disent prêts à le faire quelle que soit leur appartenance partisane, bien que cette propension soit beaucoup plus élevée pour les sympathisants se situant à gauche de l'échiquier politique. **Le souhait de voir se développer les dispositifs de démocratie participative est également largement partagé quelle que soit la proximité partisane**, avec des taux de réponse élevés allant de 76% (Les Républicains) à 91% (le Parti socialiste et les Écologistes).

Ces résultats dessinent des perspectives résolument positives pour l'avenir des services publics, fondées sur la confiance, la proximité et l'engagement citoyen. Ils offrent aux candidats aux prochaines élections municipales des leviers clairs pour enrichir leurs campagnes : valoriser l'action locale, renforcer la présence humaine et l'accessibilité des services, encourager la participation des citoyens et s'appuyer sur des attentes largement partagées, au-delà des clivages partisans, pour construire des projets municipaux crédibles.